

# SACVL

LA VILLE ÉQUILIBRÉE

**SACVL- SOCIETE ANONYME DE CONSTRUCTION DE LA VILLE DE LYON**  
**36 quai Fulchiron**  
**BP 5001**  
**69245 - LYON CEDEX 05**

Marché public de travaux

---

## **REFECTION DES PARTIES COMMUNES DE 4 RESIDENCES SACVL**

Procédure adaptée

En application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.













---

## **Règlement de la Consultation (R.C.)**

**Date limite de remise des offres :**

**18 août 2025 à 12h00 sur la plateforme**

## POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

	<p>Marché public de Travaux</p> <p><u>Objet</u> : REFECTION DES PARTIES COMMUNES DE 4 RESIDENCES SACVL</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>SACVL- SOCIETE ANONYME DE CONSTRUCTION DE LA VILLE DE LYON  36 quai Fulchiron  BP 5001  69245 - LYON CEDEX 05</p>
	<p>Marché passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Travaux.</p>
	<p>Le marché est divisé en 3 lots.</p>
	<p>Profil acheteur :</p> <p><a href="https://www.marches-securises.fr/">https://www.marches-securises.fr/</a></p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p>
	<p>L'offre est valable 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>
	<p>L'acheteur se réserve le droit de recourir à la négociation.</p>
	<p>La visite du site est obligatoire.</p>
	<p>Les informations concernant les variantes sont indiquées au sein du présent document.</p>
	<p>Les informations concernant les prestations supplémentaires éventuelles sont indiquées au sein du présent document.</p>
	<p>Mesures en faveur de la gestion des déchets et de l'environnement.</p>

## SOMMAIRE

---

ARTICLE 1.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1.	Objet de la consultation .....	4
1.2.	Codes CPV.....	4
1.3.	Durée.....	4
ARTICLE 2.	DOSSIER DE CONSULTATION .....	5
ARTICLE 3.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	5
3.1.	Procédure de passation .....	5
3.2.	Allotissement .....	5
3.3.	Négociation .....	6
3.4.	Renseignements complémentaires .....	6
3.5.	Visite de site .....	6
ARTICLE 4.	PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE .....	6
4.1.	Dossier de candidature .....	6
4.2.	Sous-traitance.....	10
4.3.	Groupements d'opérateurs économiques .....	10
ARTICLE 5.	PRÉSENTATION DE L'OFFRE.....	11
5.1.	Présentation du dossier d'offre .....	11
5.2.	Variantes .....	11
5.3.	Prestations supplémentaires éventuelles .....	11
5.4.	Délai de validité .....	11
ARTICLE 6.	CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE.....	12
ARTICLE 7.	MODALITÉS DE REMISE DES PLIS .....	12
ARTICLE 8.	ATTRIBUTION DU MARCHÉ .....	13
ARTICLE 9.	LITIGES ET DIFFÉRENDS.....	13
<b>ANNEXE 1:</b>	<b>ATTESTATION DE VISITE .....</b>	<b>15</b>

## ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1. Objet de la consultation

**Objet des travaux :** REFECTION DES PARTIES COMMUNES DE 4 RESIDENCES SACVL.

**Lieux d'exécution :**

- ENSEMBLE ANTONIN PERRIN, 1 AVENUE DEBOURG, 69007 LYON
- GEORGES CHAPAS, 320 RUE DU DOYEN CHAPAS, 69009 LYON
- TANNEURS, 1 RUE DES TANNEURS, 69009 LYON
- PIERRE AUDRY, 60 RUE PIERRE AUDRY, 69009 LYON

Le marché est divisé en lots comme suit :

Lot n° 1 : Peinture

Lot n° 2 : Électricité

Lot n° 3 : Menuiseries

### 1.2. Codes CPV

Le code CPV principal du marché est le suivant : 45453100-8 - Travaux de remise en état

Code(s) CPV secondaire(s) :

Lot n° 1 : Peinture

44111400-5 - Peintures et revêtements muraux

Lot n° 2 : Électricité

09310000-5 - Électricité

Lot n° 3 : Menuiserie

45421000-4 - Travaux de menuiserie

### 1.3. Durée

**Pour l'ensemble des lots**

Durée :

La durée du marché commence à courir à partir de la date de commencement qui sera définie par ordre de service.

Lot n° 1 : Peinture : 3 mois.

Lot n° 2 : Électricité : 1 mois.

Lot n° 3 : Menuiserie : 1 mois.

Période de préparation :

Une période de préparation de 2 semaines est prévue.

Délai d'exécution :

Le délai d'exécution est égal à la durée du lot.

**Prestations similaires :**

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage peut conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à

celles de l'objet du présent marché, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification du marché initial.

## **ARTICLE 2. DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation est composé des pièces suivantes :

- Règlement de consultation (RC)
- les actes d'engagement (AE) -1 AE par lot
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) – 1CCTP par lot
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)- 1 DPGF par lot
- Dossier de diagnostic technique
- Attestation de visite
- Charte Qualibail
- Charte de chantier à faibles nuisances

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.

Les candidats téléchargeront les documents dématérialisés du dossier de consultation des entreprises, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le profil d'acheteur <https://www.marches-securises.fr/>

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents du marché, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

## **ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **3.1.Procédure de passation**

Conformément à l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique, le marché est passé par procédure adaptée.

### **3.2.Allotissement**

Un candidat peut remettre une offre pour chacun des lots.

Le maître d'ouvrage ne limite pas le nombre de lots pour lesquels le candidat peut présenter une offre, ni le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même candidat.

### 3.3. Négociation

Conformément à l'article R. 2123-5 du code de la commande publique, l'acheteur a prévu la possibilité de négocier avec les 3 entreprises les mieux classées eu égard aux critères de jugement des offres mais se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations dans les conditions suivantes :

Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat ni les critères de sélection et pourront se dérouler en plusieurs phases.

Elles seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats, de la confidentialité des offres et de la charte déontologique de l'acheteur. Les échanges résultant de la négociation pourront être formalisés par écrit.

L'acheteur pourra choisir de négocier même avec les candidats ayant déposé des offres irrégulières, ou inacceptables. Les candidats pourront ainsi être amenés à préciser, compléter ou modifier certains éléments de leurs offres, sans modification substantielle des conditions de mise en concurrence initiale.

Outre l'aspect financier, les négociations pourront notamment porter sur :

- le niveau de qualité des produits proposés et leurs caractéristiques techniques ;
- le niveau de qualité des prestations proposées ;
- les délais ;
- les conditions d'exécution du marché ;
- les quantités définies ou estimées, qui pourront être revues à la baisse comme à la hausse ;
- La méthodologie employée.

A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

### 3.4. Renseignements complémentaires

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette consultation les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante :

<https://www.marches-securises.fr/>

### 3.5. Visite de site

Le soumissionnaire est tenu d'effectuer une visite des lieux.

Toutefois, le maître d'ouvrage acceptera qu'un soumissionnaire ne se présente pas à celle-ci si des justificatifs démontrant la bonne connaissance des lieux d'exécution sont apportés.

Le soumissionnaire joint à son offre l'attestation de visite jointe en annexe dûment complétée.

Coordonnées de la personne à contacter pour les visites :

Résidence Antonin Perrin : Mme Zagure 06.72.91.53.35

Résidence Georges Chapas : Mme Hima 06.68.69.37.29

Résidences Pierre Audry et Les Tanneurs : Mme Vongeler 06.72.91.53.13

## ARTICLE 4. PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE

### 4.1. Dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

## Examen et admission des candidatures

L'acheteur enregistre les candidatures.

L'acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie.

La vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

## Compléments de dossier

S'il constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes le pouvoir adjudicateur peut demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous.

## Niveau spécifique minimal exigé

Sans objet.

## Chiffre d'affaires minimum

Sans objet.

## Elimination des candidatures

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions des articles L.2141-1 à L.2141-5 du Code de la commande publique ou qui produisent des dossiers de candidatures ne comportant pas les pièces mentionnées et qui restent incomplet même suite à une demande de compléments de dossiers, ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

Les candidatures qui n'ont pas été écartées en application de l'alinéa précédent sont examinées au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques économiques et financières mentionnées dans le présent règlement.

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat	Lot
1	[CA] Chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les 3 derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.	Tous les lots
2	[Assurance] Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle	Tous les lots

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat	Lot
1	[[Effectif] Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.	Tous les lots
2	[Moyens matériels] Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.	Tous les lots
3	[Références] Une liste des travaux exécutés au cours des 5 dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.	Tous les lots

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

Avant notification du contrat, l'attributaire doit fournir les documents suivants :



N°	Document	Commentaires
A	<b>Certificat de régularité fiscale</b>	Les justificatifs fiscaux en cours de validité délivrés par les organismes concernés.
B	<b>Certificat de régularité sociale</b>	Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale (attestation de vigilance téléchargeable sur <a href="http://www.net-entreprises.fr">www.net-entreprises.fr</a> ou <a href="http://www.urssaf.fr">www.urssaf.fr</a> ), datant de moins de 6 mois ; et e cas échéant, les autres justificatifs sociaux en cours de validité délivrés par les organismes concernés (CIPAV, Congés intempéries, etc ...)
C	<b>Extrait KBIS</b>	Un extrait K bis datant de moins de 6 mois.
D	<b>Pouvoir ou délégation de signature</b>	Si le signataire n'est pas le mandataire social désigné par la loi (Extrait K-bis), un document signé relatif aux pouvoirs (délégation expresse) de la personne habilitée à engager la société
E	<b>Redressement ou liquidation judiciaire</b>	Le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement ou de liquidation judiciaire.
F	<b>RIB</b>	
G	<b>Travailleurs détachés</b>	Le cas échéant, en cas de détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants : Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du travail ; Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.
H	<b>Travailleurs étrangers</b>	<p>Dans le cas d'emploi de travailleurs étrangers, la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L5221-2 du Code du Travail. Cette liste précise pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type de numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D8254-2).</p> <p>Ou</p> <p>Si le candidat n'emploie pas de travailleurs étrangers, il fournit une attestation de non-recours à des travailleurs étrangers.</p>

NB : Si le candidat est une personne physique :

- l'avis d'imposition à l'impôt sur le revenu ou l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu émanant de la direction générale des finances publiques ;

- l'attestation de droit aux prestations délivrées aux bénéficiaires par les organismes de sécurité sociale ;
- Le justificatif d'identité, lorsque le téléservice de l'administration propose le dispositif «FranceConnect» mis en œuvre par l'administration chargée du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat sous réserve des dispositions de l'article R. 113-9 du code des relations entre le public et l'administration.

## **4.2. Sous-traitance**

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

## **4.3. Groupements d'opérateurs économiques**

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

~~Dans~~

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

## ARTICLE 5. PRÉSENTATION DE L'OFFRE

### 5.1. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

N°	Description	Commentaires
1	Acte d'engagement (1 par lot)	Se reporter au cadre joint. Le document doit être dûment rempli, daté et signer par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre.
2	La DPGF (1 par lot)	Se reporter au cadre joint.
3	Mémoire technique (1 par lot)	Le candidat présentera son mémoire technique sur un document libre. Son mémoire devra obligatoirement traiter les 4 points suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• Organisation du chantier et moyens humains affectés au chantier</li><li>• Modalités d'exécution des prestations (planning)</li><li>• Qualité des matériaux ou matériels proposés</li><li>• Respect des mesures de sécurité</li></ul>
4	Mémoire environnemental	Le candidat décrira sur un document libre les mesures qu'il déploiera en faveur de la gestion des déchets et de l'environnement : <ul style="list-style-type: none"><li>• Modalités de tri,</li><li>• Evacuation,</li><li>• Recyclage,</li><li>• Gestion des produits dangereux</li></ul>
5	Le relevé d'identité bancaire (RIB)	/
6	Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant	<a href="#">Télécharger le formulaire DC4 de la DAJ</a>
5	L'attestation de visite	Se reporter au cadre joint

### 5.2. Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.

Aucune variante n'est prévue par le maître d'ouvrage.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces du marché public.

En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

### 5.3. Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

### 5.4. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jour calendaire, à compter de la date limite de présentation des offres.

## ARTICLE 6. CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE

Le maître d'ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution du marché.

Ces critères d'attribution valent pour tous les lots.

N°	Description	Pondération
1	<b>Prix des prestations</b>	<b>60</b>
	<i>Analyse du montant total DPGF</i>	
2	<b>Valeur technique appréciée au regard des sous-critères ci-après :</b>	<b>30</b>
	<ul style="list-style-type: none"><li>• Organisation du chantier et moyens humains (7.5 pts)</li><li>• Modalités d'exécution des prestations (planning, méthodologie) (7.5 pts)</li><li>• Qualité des matériaux ou matériels proposés (7.5 pts)</li><li>• Respect des mesures de sécurité (7.5 pts)</li></ul>	
3	Mesures en faveur de la gestion des déchets et de l'environnement appréciées au regard des sous-critères ci-après :	10
	<ul style="list-style-type: none"><li>• Modalités de tri (2.5 pts)</li><li>• Evacuation (2.5 pts)</li><li>• Recyclage, (2.5 pts)</li><li>• Gestion des produits dangereux (2.5 pts)</li></ul>	
Pondération totale des critères d'attribution :		100

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, le marché sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue du maître d'ouvrage.

Si une offre lui paraît anormalement basse, le maître d'ouvrage demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

## ARTICLE 7. MODALITÉS DE REMISE DES PLIS

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

### **Transmission par voie électronique**

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://www.marches-securises.fr/>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

### **Copie de sauvegarde**

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou à l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention " copie de sauvegarde ".

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

## **ARTICLE 8. ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

Au terme de la procédure, le maître d'ouvrage demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

## **ARTICLE 9. LITIGES ET DIFFÉRENDS**

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (articles L.551-13 à 23 du même code).

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal judiciaire de Lyon

Tél. : 0472607012

Fax :

Email : [tj-lyon@justice.fr](mailto:tj-lyon@justice.fr)

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal judiciaire de Lyon

Tél. : 0472607012

Email : [tj-lyon@justice.fr](mailto:tj-lyon@justice.fr)

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## ANNEXE 1: ATTESTATION DE VISITE

---

**Dossier : 2025-015-PROX**

Objet : REFECTION DES PARTIES COMMUNES DE 4 RESIDENCES SACVL

**Procédure : procédure adaptée**

Je soussigné : .....

représentant SACVL- SOCIETE ANONYME DE CONSTRUCTION DE LA VILLE DE LYON

atteste que : .....

représentant le soumissionnaire :

.....

.....

s'est rendu sur le lieu, le ....., afin d'apprécier tous les éléments qui lui permettront de remettre son offre pour le présent marché.

Signatures :

Pour le soumissionnaire,

Nom :

Prénom :

Fonction :

Pour la SACVL,

**Cette attestation est à compléter et à joindre à l'offre.**